



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° /AAONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/2026 DU 05 OCT 2026
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA REHABILITATION DE L'INTERCONNEXION ET
L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE PESEE DANS CERTAINES STATIONS DE
PESAGE ROUTIER FIXES.

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2026, 2027 et 2028.
IMPUTATION : 36 371 4 29000038 523511

1- **Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de la protection du patrimoine routier national, en vue d'assurer un système connecté et sécurisé de gestion des stations de pesage fixes, cela afin d'améliorer la surveillance, le traitement des données et la prise de décision, en temps réel, le Ministre des Travaux Publics lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réhabilitation de l'interconnexion et l'acquisition des équipements de pesée dans certaines stations de pesage routier fixes par fibre optique et Internet, avec vidéosurveillance reliée à une salle de contrôle située à la Cellule de la Protection du Patrimoine Routier du MINTP, l'installation d'un Système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations de pesage et l'acquisition des équipements de pesée dans certaines stations de pesage routier fixes.

2- **Consistance de la Fourniture**

La consistance de la Fourniture comprend les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive:

Pour le Lot 1 : Interconnexion de douze (12) stations de pesage routier fixes par vidéosurveillance et installation d'un Système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations de pesage.

Les prestations, objet du Lot 1, se rapportent à la réhabilitation et l'interconnexion des stations de pesage routier fixes d'Edéa, Nomayos, Mekong, Bagofit, Bonis, Mandjou, Garoua Boulai, Meiganga, Manwi, Boungeul, Yonkolé et Makalingai par fibre optique et internet avec vidéosurveillance reliée à une salle de contrôle située à la Cellule de la Protection du Patrimoine Routier du MINTP et l'installation d'un système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations.

Elles comprennent :

- La réhabilitation/ connexion de l'infrastructure de communication (Fibre Optique / Internet) entre les douze (12) stations de pesage routier fixes et la salle de contrôle située à la Cellule de la Protection du Patrimoine Routier ;
- L'installation des systèmes de vidéosurveillance IP dans chaque station de pesage ;
- La mise en place d'une salle de contrôle située à la Cellule de la Protection du Patrimoine Routier, équipée pour la réception, le stockage et l'analyse des flux vidéo et données ;
- La maintenance corrective et préventive pendant 12 mois et le renforcement des capacités des agents à utiliser et à exploiter le système ;
- L'installation d'un système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations.

Pour le Lot 2 : Gestion Technique et Maintenance des stations de pesage routier fixes de BIGAMBO et de BIDOU 1.

Les prestations, objet du Lot 2, comprennent :

- L'acquisition du mobilier et équipement pour le local d'astreinte des stations de pesage de BIGAMBO et de BIDOU 1 ;
- L'entretien et maintenance générale des groupes électrogènes des stations de pesage de BIGAMBO et de BIDOU 1 ;
- L'acquisition des visières des stations de pesage de BIGAMBO et de BIDOU 1 ;
- La configuration des équipements de la station de pesage de BIDOU 1.

Q S N

3- Allotissement

Le présent Appel d'Offres est constitué en deux (02) lots, présentés comme suit:

N° lot	Désignation	Coût Prévisionnel TTC (Francs CFA)
1	Interconnexion de douze (12) stations de pesage routier fixes par vidéosurveillance et installation d'un système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations de pesage.	250 000 000
2	Gestion technique et maintenance des stations de pesage routier fixes de BIGAMBO et de BIDOU 1.	50 000 000
	Total	300 000 000

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables, est de trois cent millions (300 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5- Délai prévisionnel

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations, objet du présent Appel d'Offres, est de :

N° lot	Désignation	Délai prévisionnel (jours)
1	Interconnexion de douze (12) stations de pesage routier fixes par vidéosurveillance et installation d'un système autonome d'énergie solaire photovoltaïque dans lesdites stations de pesage.	90
2	Gestion technique et maintenance des stations de pesage routier fixes de BIGAMBO et de BIDOU 1.	90

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les Fournitures.

6- Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais ayant les capacités techniques et financières pour livrer la Fourniture demandée.

7- Financement

La Fourniture, objet du présent Appel d'Offres, est financée par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028, Imputation : 36 371 4 29000038 523511.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online)». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9- Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, établie selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, et accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elle devra être délivrée par un organisme financier de première catégorie, autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics et dont la liste est jointe en annexe du Dossier d'Appel d'Offres, au titre de sa Pièce N°14.

Ladite caution sera d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres. Le montant en Francs CFA de ladite caution part lot est de :

N° Lot	Montant de la Caution de Soumission par lot (FCFA)
1	Deux millions cinq cent mille (2 500 000)
2	Cinq cent mille (500 000)

L'absence de la caution de soumission, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie agréé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, et de l'attestation CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (version physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du Bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit Nouveau Centre Administratif (Porte 4/36), dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieudit Nouveau Centre Administratif (Porte 4/36), contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **cent mille (100 000) Francs CFA**, dès publication du présent avis. Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax et Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS, au plus tard le **2 NOV 2026 à 11 heures**. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB, l'original de la caution de soumission et le récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) devront parvenir sous plis fermé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du Bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit Nouveau Centre Administratif (Porte 4/36), au plus tard le **02 NOV 2026 à 11 heures**, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° /AONO/MINTP/CIPM-SPLAG/CCCM-AG/2026
DU 01 NOV 2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA REHABILITATION DE
L'INTERCONNEXION ET L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE PESEE DANS CERTAINES
STATIONS DE PESAGE ROUTIER FIXES.**

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2026, 2027 ET 2028.

IMPUTATION : 36 371 4 29000038 523511

«Copie de sauvegarde, Récépissé de la CDEC et l'original de la caution de soumission)».

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif;
- 15 MO pour l'Offre Technique;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13-Présentation des offres

Les documents constituant les offres seront rédigés en français ou en anglais, réparties en trois fichiers, ci-après indiqués :

- **Fichier A** contenant le Dossier Administratif ;
- **Fichier B** contenant l'Offre Technique ;
- **Fichier C** contenant l'Offre Financière.

Les différentes pièces de chaque fichier seront numérotées dans l'ordre du Dossier d'Appel d'Offres et séparées par des intercalaires de couleur autre que la couleur blanche.

14-Recevabilité des offres :

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant cent vingt (120) jours, à partir de la date limite de dépôt des offres.

Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée, est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable, tout comme celle qui n'est pas adjointe de l'attestation CDEC.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois ; la date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres (à l'exception du NIU et de l'ACF qui seront d'une validité d'au plus un (01) mois).

15- Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fait en un temps et aura lieu le **02 NOV 2026** à **12 heures précises**, dans la salle affectée à la Commission Interne de Passation des Marchés des Services, des Prestations Intellectuelles et des Approvisionnements Généraux (CIPM-SPIAG), placée auprès du Ministère des Travaux Publics, située au Sous-Sol -01 (Porte -1/17) du Bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit Nouveau Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix, dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises autorisé.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres (à l'exception du NIU et de l'ACF qui seront d'une validité d'au plus trois (03) mois).

En cas d'absence (hormis la caution de soumission et l'attestation CDEC) ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de quarante-huit (48) heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16- Critères d'évaluation des offres

15.1- Critères éliminatoires

a) Dossier Administratif incomplet, pour :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission (caution de soumission plus récépissé CDEC), à l'ouverture des offres;
- Non-production, au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des offres, d'une pièce du Dossier Administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des offres à l'exception de la caution de soumission et de l'attestation CDEC.

NB : Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée, est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des Fichiers est irrecevable.

b) Offre Technique incomplète pour :

Pour les Lots 1 et 2

- Absence des fiches techniques du fabricant ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes, établie par le MINMAP ;
- Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Absence de la Charte d'Intégrité datée et signée ;
- Absence de la Déclaration d'Engagement au Respect des Clauses Environnementales et Sociales datée et signée ;
- Non-respect de l'une des spécifications techniques mineures de l'une des fournitures telles qu'indiquées dans le Descriptif de la Fourniture du présent DAO ;
- Absence du CCAP paraphé sur chaque page et signé sur la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé » ;
- Absence du Descriptif de la Fourniture paraphée sur chaque page et signé sur la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé ».

Pour le Lot 1 :

- Absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir : Ingénieur en télécoms, réseaux ou informatique, niveau BAC+5 ou plus ayant au moins huit (08) ans d'expérience générale et avoir occupé le poste de Conducteur des Travaux ou d'Ingénieur de Suivi dans des projets d'infrastructures ou multisites ou avoir obtenu une certification appréciée ;
- Absence d'une capacité de financement délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministre en charge des Finances d'au moins égale à quatre-vingt-cinq millions (85 000 000) FCFA ;
- N'avoir pas satisfait au moins vingt (20) sur vingt-trois (23) sous-critères essentiels.

Pour le Lot 2 :

- Absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir : Ingénieur en Génie mécanique ou électrique, niveau BAC+3 ou plus, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience générale et avoir occupé le poste de Conducteur des Travaux ou Ingénieur de Suivi dans des projets de maintenance d'infrastructure ;
- Absence d'une capacité de financement délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, d'au moins égale à dix-sept millions (17 000 000) Francs CFA ;
- Absence d'une attestation du service après-vente des équipements de pesées (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- N'avoir pas satisfait au moins quatorze (14) sur dix-sept (17) sous-critères essentiels.

c) Offre financière incomplète pour :

- Absence de l'une des pièces suivantes : Lettre de Soumission, Bordereau des Prix Unitaires (BPU), Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière.

d) Critères éliminatoires d'ordre général :

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou non authentiques;
- Non-respect d'au moins 20/23 sous-critères critères (Lot 1) et 14/17 sous critères (Lot 2) ;
- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne. (Lot 1 et Lot 2).

16.2 : Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins vingt (20) sur vingt-trois (23) sous-critères pour le **Lot 1** et au moins quatorze (14) sur dix-sept (17) sous-critères pour le **Lot 2**.

Ces critères essentiels portent sur :

- Présentation de l'offre sur **02 sous-critères** ;
- Planning et délai de livraison sur **01 sous-critère** ;
- Garantie sur **03 sous-critères** ;
- Service après-vente sur **01 sous-critère** ;
- Références du soumissionnaire sur **02 sous-critères** ;
- Matériel sur **02 sous-critères** ;
- Personnel sur **12 sous-critères pour le Lot 1 et 06 sous-critères pour le Lot 2**.

17-Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché/Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins disante**.

18-Nombre maximum de lots

Un candidat peut soumissionner pour un ou deux lots, mais ne peut être attributaire de plus d'un lot.

19-Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engager par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours à partir de la date de dépôt des offres.

20-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du Bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit Nouveau Centre Administratif (Porte 4/36) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

21-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 20 42.

Yaoundé, le 05 OCT 2026

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- Président CIPM-SPIAG ;
- Président CCCM-AG ;
- CEL INFO (pour information) ;
- DCT (pour suite de la procédure) ;
- Affichage chrono.





OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. _____/AAONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/2026 OF

05 OCT 2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR WORKS TO REHABILITATE THE INTERCONNECTION
NETWORK AND THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR CERTAIN FIXED VEHICLE
WEIGHING STATIONS.

FINANCING: MINTP PIB, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS.

LINE: 36 371 4 29000038 523511

1- Subject of the Call for Tenders

As part of the protection of national roads asset and to ensure a connected, secure management system for fixed vehicle weighing stations — aimed at improving real-time monitoring, data processing, and decision-making — the Minister of Public Works hereby launches an Open National Call for Tenders. This Call for Tenders covers works to rehabilitate the interconnection network and the purchase of equipment for certain fixed vehicle weighing stations to be equipped with optical fibre, the Internet, video surveillance linked to a control room located at the Road Assets Protection Unit of MINTP, the installation of autonomous photovoltaic solar power systems at the said vehicle weighing stations and the purchase of weighing equipment for certain fixed vehicle weighing stations.

2- Nature of the Supply

The nature of the supply shall include the following tasks, inter alia:

For lot 1: Interconnection of twelve (12) fixed vehicle weighing stations via video surveillance and installation of autonomous solar photovoltaic power systems at the said stations.

Services to provide under Lot 1 include works to rehabilitate and interconnect the fixed vehicle weighing stations in Edea, Nomayos, Mekong, Bagofit, Bonis, Mandjou, Garoua Boulai, Meiganga, Manwi, Boungeul, Yonkole, and Makalingai. These vehicle weighing stations shall be equipped with optical fibre, the Internet, video surveillance linked to a control room located at the Road Assets Protection Unit of MINTP and autonomous photovoltaic solar power systems.

The services are structured as follows:

- Rehabilitation/connection of the communication infrastructure (optical fibre/Internet) between the twelve (12) fixed vehicle weighing stations and the control room located at the Road Assets Protection Unit;
- Installation of IP video surveillance systems in each vehicle weighing station;
- Establishment of a control room at the Road Assets Protection Unit, equipped to receive, store and process video and data streams;
- Corrective and preventive maintenance for 12 months, alongside capacity building for staff to operate the system;
- Installation of autonomous solar photovoltaic systems at the aforementioned weighing stations.

For lot 2: Technical management and maintenance of the BIGAMBO and BIDOU 1 fixed vehicle weighing stations.

The services under Lot 2 shall include:

- Purchase of furniture and equipment for the on-call premises at the BIGAMBO and BIDOU 1 weighing stations;
- General upkeep and maintenance of generators at the BIGAMBO and BIDOU 1 weighing stations;
- Purchase of visors for the BIGAMBO and BIDOU 1 weighing stations;
- Equipment configuration at the BIDOU 1 weighing station.

3- Allotment

The services under this Call for Tenders shall be divided into two (2) lots as follows:

Lot No.	Description	Estimated Costs, Including Taxes (CFA francs)
1	Interconnection of twelve (12) fixed vehicle weighing stations via video surveillance and installation of autonomous solar photovoltaic power systems at the said stations.	250,000,000
2	Technical management and maintenance of the BIGAMBO and BIDOU 1 fixed vehicle weighing stations.	50,000,000
	Total	300,000,000

4- Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is three hundred million (300,000,000) CFA francs, including taxes.

5- Estimated Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the provision of the services under this Call for Tenders is:

Lot No.	Description	Estimated Execution Time Frame (Days)
1	Interconnection of twelve (12) fixed vehicle weighing stations via video surveillance and installation of autonomous solar photovoltaic power systems at the said stations.	30
2	Technical management and maintenance of the BIGAMBO and BIDOU 1 fixed vehicle weighing stations.	90

It takes effect from the date of notification of the service order to start works.

6- Eligibility

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to all companies or consortia governed by Cameroonian law, with the technical and financial capacities to deliver the supplies ordered.

7- Financing

Supplies under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, 2026, 2027 and 2028 Financial Years, Line: 36 371 4 290000038 523511.

8- Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9- Bid Bond

Tenders must be accompanied by a stamped, hand-paid bid bond, drawn up in accordance with the model indicated in the Tender Documents, along with the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). It must be issued by a first-class body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts; the list of which is attached in the Tender Documents as Document 14.

The said bond shall be valid for a period of **one hundred and twenty (120) days**, with effect from the tender submission deadline. The amount in CFA francs of the said bid bond shall be as follows:

CP S Y

Lot No.	Amount of Bid Bond (in CFA Francs)
1	Two million, five hundred thousand (2,500,000)
2	Five hundred thousand (500,000)

The absence of the CDEC certificate and a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Ministry in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

10- Consultation of Tender Documents

Tender Documents (hard copy) may be consulted free of charge during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works at Etoudi, administrative centre, door 4/36, upon publication of this Call for Tenders.

They can also be consulted online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the website of the PCRA (www.armp.cm), or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

11- Acquisition of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents (hard copy) may be consulted at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works at Etoudi, administrative centre, door 4/36, upon publication of this Call for Tenders and after payment of a non-refundable fee of one **hundred thousand (100,000) CFA francs**. Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Numbers, Fax, Lender, and Email, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders. It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12- Submission of Tenders

Tenderers must upload the bids on the COLEPS platform no later than **02 NOV 2026** at 11 a.m. An uncompressed backup copy of the bid saved in a USB drive, the original bid bond and the Deposits and Consignments Fund (CDEC) acknowledgement receipt shall be submitted, in a sealed envelope against a receipt, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at ETOUDI, administrative centre, door 4/36, no later than **02 NOV 2026** at 11 a.m. It shall bear the following:

OPEN NATION CALL FOR TENDERS No. 085/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/2026
DU 2026 IN EMERGENCY PROCEDURE FOR WORKS TO REHABILITATE THE
INTERCONNECTION NETWORK AND THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR CERTAIN FIXED
VEHICLE WEIGHING STATIONS.

FINANCING: MINTP PIB, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS.

LINE: 36 371 4 29000038 523511

"Backup copy, CDEC acknowledgement receipt, original bid bond".

File Size and Format

The maximum size of the files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to possibly reduce the size of the files to be forwarded, in accordance with those listed above.

13- Presentation of Tenders

Tender constituent documents shall be drafted in French or English, presented in three files, as indicated below:

- **File A** containing administrative documents;
- **File B** containing the technical bid;
- **File C** containing the financial offer.

The different documents of each file shall be numbered as indicated in the Tender Documents and separated by dividers of the same colour, other than white.

14- Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of Public Contracts, valid for one hundred and thirty (30) days with effect from the tender submission deadline.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during bid opening session shall be rejected, same as any bid bond to which no CDEC certificate is attached.

These administrative documents must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders (except for the Unique Identification Number and the tax compliance certificate, which must date no more than one (1) month).

15- Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on **02 NOV 2026** at noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Services, Intellectual Services and General Supplies (CIPM- SPIAG), located in Basement No. 1 (Door -1/ 17), Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Administrative Centre.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a authorised consortia.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders (except for the Unique Identification Number and the tax compliance certificate, which must be valid for a maximum of three (3) month).

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file (except for the bid bond and CDEC certificate) during the tender opening session, after a period of forty-eight (48) hours granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

16- Tender Evaluation Criteria

16.1- Eliminary Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the bid bond (bid bond and CDEC receipt) at the opening of tenders;
- Failure to submit, within 48 hours after the opening of bids, a document from the Administrative File that was deemed non-compliant or missing during the bid opening session, except for the bid bond and the CDEC certificate.

φ ✓ 8

Note: A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent.

A bid bond presented by a tenderer during the file opening session shall be rejected.

b) Incomplete technical bid due to:

For lots 1 and 2

- Absence of manufacturer's data sheets;
- Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- Absence of the dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Failure to comply with any minor technical standards for any of the supplies as set forth in the Supply Specifications of this Call for Tenders;
- Absence of the CCAP initialled on each page and signed on the last page with the handwritten phrase "Read and approved";
- Absence of the Supply Specifications initialled on each page and signed on the last page with the handwritten phrase "Read and approved."

For lot 1:

- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including: Telecommunications, networking, or IT engineer holding at least a Master's Degree (GCE A/L+5), with at least eight (8) years of general experience and having served as a Works Supervisor or Project Monitoring Engineer on infrastructure or multi-site projects, or having obtained a recognised certification;
- Absence of a financing capacity issued by a first-class bank approved by the Minister in Charge of Finance amounting to at least eighty-five million (85,000,000) CFA francs;
- Failure to meet at least twenty (20) of the twenty-three (23) essential sub-criteria.

For lot 2:

- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including: Mechanical or electrical engineer holding at least a Bachelor's Degree (GCE A/L +3), with at least five (5) years of general experience and having served as a Site Works Supervisor or Monitoring Engineer on infrastructure maintenance projects;
- Absence of a financing capacity issued by a first-class bank approved by the Minister in Charge of Finance to the tune of at least seventeen million (17,000,000) CFA francs;
- Absence of an after-sales service certificate for weighing equipment (availability of spare parts, repair shop, technical staff);
- Failure to meet at least fourteen (14) of the seventeen (17) essential sub-criteria.

c) Incomplete financial bid due to:

- Absence of one of the following documents: The submission letter, Unit Price Schedule (UPS) and Bill of Quantities (BOQ);
- Absence of a quantified unit price in the financial offer.

d) General eliminatory criteria:

- False declarations, fraud, forged or unauthentic documents;
- Failure to meet at least 20 of the 23 sub-criteria (Lot 1) and 14 out of 17 sub-criteria (Lot 2);
- Failure to comply with the file format for tenders submitted online (Lot 1 and Lot 2).

16.2: Essential Criteria

To be qualified, the bidder must meet at least twenty (20) of the twenty-three (23) sub-criteria for Lot 1 and at least fourteen (14) out of seventeen (17) sub-criteria for Lot 2.

These essential criteria relate to:

- Presentation of the tender out of 2 sub-criteria;
- Delivery schedule on 1 sub-criterion;
- Guarantee out of 3 sub-criteria;
- After-sales service on 1 sub-criterion;
- Contractor's references out of 2 sub-criteria;
- Equipment out of 2 sub-criteria;
- Staff out of 12 sub-criteria for Lot 1 and 6 sub-criteria for Lot 2.

17- Contract Award

The Project Owner shall award the contract/jobbing order to the **lowest bidder** meeting the required technical and financial qualification criteria.

18- Maximum Number of Lots

A candidate may tender for one or two lots, but shall not be awarded more than one lot.

19- Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender submission deadline.

20- Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works at Etoudi, Administrative Centre, door 4/36, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

21- Fight Against Corruption and Malpractice

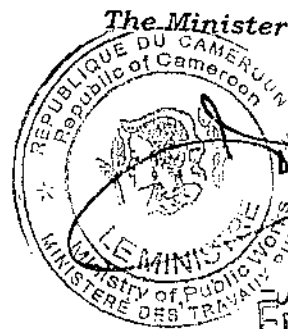
To report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the Ministry of Public Contracts on 88 00 20 42.

Yaounde, 05 OCT 2026

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-SPIAG;
- Chairperson of CCCM-AG;
- CELINFO (for information);
- DCT (for further proceedings);
- Notice board/Chrono.

The Minister of Public Works,



Emmanuel NGANOU D.